

LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395

PNM n° 363 - Février 2019 - 37^e année

MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 6,00 €

« GRAND DÉBAT » OU DÉFOULOIR ?

par JACQUES LEWKOWICZ

La stratégie politique d'Emmanuel Macron se nourrit de l'idéologie libérale. Celle-ci présente comme naturelle, souhaitable et indépassable l'élimination de toute régulation économique et sociale. Ce qui implique un recul des garanties et protections sociales dont disposent ceux qui vivent de leur travail. L'objectif est de poursuivre et d'aggraver les décisions prises par les différents détenteurs du pouvoir depuis plus de trente ans, afin de faciliter la recherche, par le capital, de l'accumulation de ressources financières.



C'est cette stratégie que le mouvement des « gilets jaunes » a perturbée. Parti d'une protestation générale contre la baisse du pouvoir d'achat résultant des mesures gouvernementales, ce mouvement a gravement endommagé la confiance à l'égard du gouvernement. Bien des événements qui

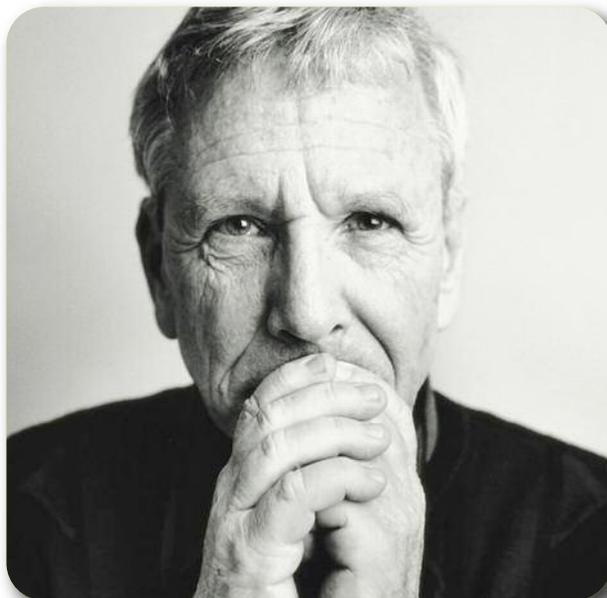
peuvent donner lieu à des critiques et des condamnations auxquelles nous nous sommes associés dans ces colonnes mêmes. Il reste que le mérite de ce mouvement est d'avoir fait voler en éclats toute perspective de consensus autour des mesures décidées par l'actuel pouvoir. ■■■ (à suivre en p. 4)

AMOS OZ N'EST PLUS PARMİ NOUS ...

par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE

Le 28 décembre de l'an passé, l'écrivain israélien Amos Oz nous a quittés. Il avait presque quatre-vingt-dix ans. Né à Jérusalem sous le nom d'Amos Klausner, dans une famille qui s'était installée entre les deux guerres, il ne faisait pas partie de ces exilés de l'Europe de la Shoah. Le choix de son pseudonyme n'est pas indifférent, car il signifie « force » en hébreu. Il a connu les colonies juives, les premiers conflits avec les Arabes, les affrontements avec les troupes britanniques et la naissance de l'État d'Israël ; puis les guerres qui ont suivi (il a participé à deux d'entre elles), la fracture avec le peuple palestinien. Professeur à l'université Ben Gourion de Beer-Sheva, il a néanmoins fait l'expérience des *kibboutzim* par conviction idéologique.

Il a publié son premier livre, *Les Terres du chagal*, un recueil de nouvelles, en 1965, et son premier roman, *Ailleurs peut-être*, en 1966. Son œuvre (dix-huit ouvrages et plusieurs centaines d'articles) a été appréciée très vite et il a reçu de nombreuses distinctions. Mais si l'on veut comprendre qui a été cet homme de lettres, il ne faut pas oublier qu'il fut aussi un homme d'idées et un homme engagé. ■■■ (à suivre en p. 3)



Éditorial

LES MAINS PURES

par BERNARD FREDERICK

Quand un pouvoir est à ce point contesté, que lui reste-il ? Emmanuel Macron a choisi le « en même temps », sa marque de fabrique : un soi-disant « grand débat » (on lira ci-contre et p. 4 l'article de Jacques Lewkowicz) et la répression.

Le journaliste-documentariste David Dufresne, qui compile les vidéos et récits de violences policières sur son fil *Twitter* depuis le début du mouvement, s'est associé à des journalistes de *Mediapart* pour publier un « bilan (provisoire) » des blessés : 337 signalements, 1 décès, 152 blessures à la tête, 17 personnes éborgnées, et 4 mains arrachées, le LBD 40 étant l'arme la plus signalée, devant la grenade de désencerclement GMD et la grenade GLI F4.

Les armes utilisées par les forces dites de l'ordre sont au centre de plusieurs polémiques. Le Défenseur des droits, Jacques Toubon, a notamment demandé la suspension de l'utilisation des LBD 40 « devant l'évidence de leur dangerosité ». Le lanceur de balles de défense (LBD) relève d'armes qui « causent des lésions de guerre ! » dénonce Laurent Thines, neurochirurgien en chef au CHRU de Besançon.

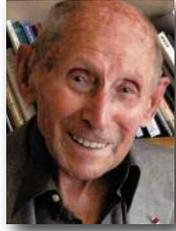
La situation suscite l'inquiétude au-delà de nos frontières. « Le niveau élevé de tension qui prévaut actuellement en France suscite mon inquiétude et je considère qu'il est urgent d'apaiser la situation », estime la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović. La Commissaire est particulièrement préoccupée par la disposition de la nouvelle loi « anti-casseurs »* examinée en ce moment à l'Assemblée nationale, visant à interdire préventivement, par une décision administrative et sans contrôle préalable d'un juge, de prendre part à une manifestation. On « se croirait revenu sous le régime de Vichy » a réagi à ce propos le député centriste et ancien résistant, Charles de Courson.

Emmanuel Macron a gagné la présidentielle en arguant de ses mains pures. Il rêvait de postérité. Le voilà comblé. Son nom s'inscrit désormais aux côtés de ceux qui, à la colère du peuple, ne savent qu'opposer les fusils. L'Histoire n'oublie jamais le sang ! ■ 03/02/2019

* Proposition de loi n° 575 « visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs ».

CARNET

GEORGES LOINGER



Il a 103 ans, il est là, présent à l'Hôtel de Ville pour le 70e anniversaire de l'UJRE : « *Je tiens à saluer avec émotion la mémoire de mes camarades de la section juive de la M.O.I.* ». Difficile de ne pas évoquer ce temps fort de notre histoire quand nous apprenons que **Georges Loinger**, salué comme le doyen de la résistance juive en France, nous a quittés le 28 décembre 2018, quelques jours après **Simcha Rotem**, combattant de l'OJC [1] et dernier survivant de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Président après-guerre des *Anciens de la Résistance juive de France* (ARJF), c'est par le sauvetage des enfants (**OSE**, Œuvre de Secours aux Enfants) qu'il commence son combat. Prisonnier en Bavière en 1940, il s'évade et rentre en France. En 1942, Joseph Weill [2] le charge d'organiser le passage des enfants en Suisse en utilisant une filière du « circuit Garel [3] », qui, avec l'aide de la résistance de Haute-Savoie et du maire d'Annemasse, Jean Deffaugt, va sauver 400 enfants. Fin 1943, découvrant dans une brochure sur la révolte du ghetto de Varsovie, parachutée par Londres, l'existence de l'*Organisation Juive de Combat*, il décide avec ses compagnons d'en reprendre le nom. Après la Libération, il participe à l'organisation de l'immigration clandestine des rescapés du nazisme en Palestine et joue un grand rôle dans l'affaire de l'Exodus. Après la guerre, il consacrera plusieurs livres à témoigner : *Aux frontières de l'espoir* ; *L'odyssée d'un résistant témoignage d'un centenaire, enfant d'Alsace* ; *Organisation juive de combat : France, 1940-1945* ; *Les Résistances juives en France pendant l'Occupation*. Ce dernier ouvrage éclaire l'ensemble des facettes de la résistance juive, marque les liens, les ressemblances, les différences entre tous ces mouvements et rend hommage à ceux qui ont permis à de nombreux juifs d'échapper au programme d'extermination nazi.



L'UJRE et la PNM rendent hommage à ce grand résistant qui jusqu'au dernier jour aura eu à cœur de témoigner pour transmettre les valeurs du combat des résistants juifs. ■

* **Georges Loinger**, *Les résistances juives pendant l'Occupation*, Albin Michel, Paris, 2010, 29,40€.

[1] **OJC (Organisation Juive de Combat)** : organisation militaire juive fondée en 1942 dans le ghetto de Varsovie pour résister à l'occupation allemande. C'est elle qui organisa et lança le soulèvement du ghetto de Varsovie entre le 19 avril et le 16 mai 1943.

[2] **Joseph Weill** : médecin interdit d'exercice par les lois de Vichy, il exerce d'abord dans les camp de Gurs et de Rivesaltes d'où il fera libérer des internés (cf. *Contribution à l'histoire des camps d'internement dans l'anti-France*, 1946) avant de devenir directeur médical de l'OSE.

[3] **Georges Garel** fut présenté à Joseph Weill par **Charles Lederman**, résistant au sein de l'OSE, cofondateur de l'UJRE et du MNCR.

MAURICE LUBCZANSKI



28/05/2016, à l'UJRE Maurice Lubczanski reçoit les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur des mains de Paulette Sarcey.

L'année commence tristement avec la mort ce 1er janvier de notre camarade **Maurice Lubczanski**, alias Gérard Moreno, une des grandes figures de notre résistance. Retrouvons-le grâce au film* produit par nos amis de **MRJ-MOI**, dont il fut un des parrains. Avec d'autres survivants, il y témoigne de son passé de résistant dans les rangs de l'UJJ mise en place par la section juive de la MOI pendant l'occupation allemande.

L'UJRE et la PNM présentent leurs plus sincères condoléances à sa famille. La PNM reviendra dans son numéro de mars sur son parcours de militant et de résistant. ■

* DVD de Pierre Chassagnieux et Pauline Richard : *Nous étions des combattants - Les jeunes juifs communistes dans la Résistance 1940-1945*, 20 €, commande : mrjmoi@mrj-moi.com

Dernière minute

JOSETTE Audin n'est plus. Soutenue par ses enfants, elle luttait depuis plus de 60 ans pour que la vérité soit faite sur la mort de son mari, **Maurice Audin**, arrêté à Alger le mardi 12 juin 1957 et torturé par la 10e DP. La PNM reviendra en mars sur son combat.

MÉMOIRE

CHARONNE, CRIME D'ÉTAT

En France, il est légitime de manifester pour afficher ou défendre ses opinions. Ce droit vient d'être confirmé, avec une belle unanimité, à l'occasion des manifestations des « Gilets jaunes ». Reste que ce droit est théorique. À l'exercer, on risque de se heurter aux forces dites de l'ordre.

Cette année, comme chaque année, répondant à l'appel du *Comité Vérité et Justice pour Charonne* (CVJC)* dont elle est membre, l'UJRE sera présente le 8 février 2019 à 11h.30 au métro Charonne et à 13h. au Père-Lachaise pour rendre hommage aux victimes massacrées par la police.

Le 8 février 1962, neuf manifestants ont été tués : ils protestaient contre les crimes de l'OAS et demandaient la paix en Algérie ! Cela se passait il y a 57 ans, on attend toujours que leur assassinat soit reconnu comme crime d'État. Pourtant, le président de la République a bien déclaré à propos de la mort de Maurice Audin : « *il importe que cette histoire soit connue, qu'elle soit regardée avec courage et lucidité* » ...

L'UJRE sera présente : pour faire aboutir cette exigence portée par le *Comité Vérité et Justice pour Charonne*, en souvenir des neuf qui sont morts pour la paix et la liberté, et particulièrement en souvenir de Fanny Dewerpe, née Kapciuch, membre de l'UJRE. Elle réaffirmera ainsi sa volonté de défendre nos libertés. ■ PNM

* Lisez et faites lire le livre édité par le CVJC, *Un crime d'État, Métro Charonne, 8 février 1962*, Le Temps des Cerises, Montreuil, 2017, 200 p., 15 €, dont il est rendu compte dans la PNM n° 343 (02/2017) : *Il y a 55 ans, on tuait au métro Charonne.*

Se souvenir de Charonne

Vendredi 8 février 2019
57^{ème} anniversaire

l'UJRE soutient l'appel :

de la Cgt, du Pcf, du Comité Vérité et Justice pour Charonne* à se rassembler :

• à 11h30 au Métro Charonne - Place du 8 février 1962 :

Dépôt de gerbes auprès des plaques dans le métro avec prise de parole de **Bertrand Hammache** Secrétaire Général de la CGT Ratp, de **Patrick Le Hyaric** Député européen et directeur de l'Humanité, de **Jean-Luc Hacquart** Secrétaire de l'Union Régionale CGT Île-de-France, sous la présidence du *Comité Charonne*.

• à 13h au Cimetière du Père Lachaise : dépôt de gerbes.

LES RENCONTRES DE L'UJRE

« Nous pensons que d'autres politiques économiques sont possibles. »

Les économistes atterrés

CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC HENRI STERDYNIAK SAMEDI 9 FÉVRIER À 15h.

• *Quel devenir pour les retraites, la Sécurité sociale ?*

• *Quel pouvoir d'achat ?*

• *Quel avenir pour les services publics dont la santé, l'éducation, la culture ?*

Entrée libre dans la mesure des places disponibles.

* **Henri Sterdyniak** est économiste, directeur de recherches, membre du groupe des « Économistes atterrés », directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE.

UJRE - 14 rue de Paradis - Paris 10° Un pot de l'amitié clôturera l'après midi.

Assemblée Générale 2019



L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) annonce la tenue de son Assemblée Générale ordinaire

le samedi 30 mars 2019
à partir de 14h30

au 14 rue de Paradis Paris 10° ■

Cette annonce vaut pour convocation.

NB : On pourra s'acquitter sur place de la cotisation annuelle (35 €)

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH**
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : luje@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

AMOS OZ N'EST PLUS PARMİ NOUS ...

par GÉRARD-GEORGES LEMAIRE

(Suite de la Une)

Dans ses écrits, il s'est servi de la ville antique comme d'une sorte de microcosme embrasant toute l'humanité. Mais il l'a également fait avec le paradigme du *kibboutz*. Il ne faut pas oublier qu'il a aussi vécu à Arad, à partir de 1986, une toute petite ville en plein désert, qui a également alimenté son imaginaire des lieux.

Ses premiers textes de fiction sont construits comme des histoires de tensions psychologiques, qui ont tendance à se développer dans une forme circulaire. D'où sa curieuse façon de raconter les histoires, qui ne semble pas être un cheminement en ligne droite d'un point de départ à un point d'arrivée, qui en serait la conclusion. Sous des formes différentes, il s'agit d'abord du conflit du Moi (il ne faut pas oublier qu'il se revendique comme un disciple de Jung, au contraire des autres auteurs de son temps qui sont en majorité freudiens) avec son ombre, comme si ses héros étaient

frappés de duplicité mentale – ce qui n'est pas le cas : ils souffrent d'un déchirement intérieur.

Tout chez lui se traduit par des conflits : entre la lumière et les ténèbres, entre Dieu et Satan, entre le bien et le mal, etc. Le plus souvent, cela se matérialise par une opposition frontale entre deux ennemis et se conclut néanmoins par la prise de conscience d'une nécessaire et possible complémentarité. Cet affrontement permanent est l'essence de l'existence, mais aussi sa dynamique, ce qui la rend productive et même positive, une fois le conflit résolu. Mais il ne se limite pas à traiter des problèmes individuels : il s'intéresse aussi de près aux questions soulevées par la société israélienne et par la modernité dans son ensemble. En fait, ses romans et ses récits requièrent une lecture à plusieurs niveaux. Mais là où il atteint le sommet de son art, c'est dans son œuvre autobiographique, *Une histoire d'amour et de ténèbres*, parue en 2003, où il narre l'histoire labyrinthique de sa famille : il l'a écrite de manière superbe, avec la richesse toujours surprenante de ces épisodes où le destin frappe tout d'un coup et oblige le groupe familial à changer de vie et de résidence.

Reste l'homme épris de justice : il a publié de nombreux essais où, après la Guerre des Six-Jours, il a adhéré au Mouvement pour la paix. *Des voix d'Israël* (1983) à *Aidez-nous à divorcer* (2004), il n'a eu de cesse de plaider en faveur d'un dialogue avec les Palestiniens en vue de la constitution de deux États frères. Dans l'un de ses derniers ouvrages roma-



Amos Oz cueille des olives avec des paysans palestiniens

nesques, *Judas* (qui nous ramène à l'année 1959), il confronte judaïsme et christianisme afin de percer le terrible abcès provoqué symboliquement par la trahison de Judas. S'il y a un peu d'angélisme dans sa pensée, elle n'en a pas moins encore de nos jours une véritable puissance car la division entre Israël et la Palestine est une plaie béante dangereuse pour le jeune État et aussi pour la paix du monde. Ses efforts constants, qui ont été vains pour faire entendre raison à ses concitoyens, auront peut-être un écho au sein des nouvelles générations ? Il faut l'espérer.

Si vous désirez le découvrir, lisez bien sûr *Une histoire d'amour et de ténèbres*, mais aussi le très poétique et très prenant *Seule la mer* (2002) et son petit ouvrage intitulé *Entre amis* (2013). Amos Oz reste à mes yeux l'un des plus grands écrivains israéliens d'après la Seconde Guerre Mondiale. ■



OLGA BANCIC, LA SEULE FEMME DE L'AFFICHE ROUGE

LE PROCÈS DES 24 EN FÉVRIER 1944

Le 18 février 1944, 24 résistants des Francs-Tireurs et Partisans – Main-d'Œuvre Immigrée (FTP-MOI) de la région parisienne, tous arrêtés par les Brigades spéciales de la police française, étaient condamnés à mort par un tribunal militaire allemand. Le plus âgé, Armenak Arpen Manouchian, avait 44 ans ; les plus jeunes, Roger Rouxel et Wolf Wajsbrot, 18. Vingt-trois d'entre eux, les hommes, furent fusillés au Mont-Valérien le 21 février. Le procès qui n'en était évidemment pas un, donna lieu à une odieuse propagande de la part des Allemands et de leurs suppléants de Vichy. Ils placardèrent une « Affiche rouge » dont ils escomptaient qu'elle ferait peur, isolerait les juifs et surtout diviserait Français et étrangers. Parmi les 24 résistants, on comptait une femme. Envoyée en Allemagne à la prison de Stuttgart, elle fut décapitée à la hache le 10 mai 1944, le jour de ses 32 ans. Elle s'appelait Olga Bancic. Dans la Résistance on l'appelait Pierrette.

Olga (Golda) Bancic était née 10 mai 1912 à Kichinev, alors en Bessarabie roumaine, dans une famille juive de petits fonctionnaires. Apprentie matelassière à 12 ans, installée à Bucarest, elle adhéra aux Jeunesses communistes illégales. Elle avait 16 ans. Elle prit part à des manifestations interdites, interpellée, elle fut condamnée à deux ans de prison. En 1938, sa peine terminée, elle quitta la Roumanie pour la France et s'inscrivit à la Sorbonne. Elle vécut avec Salomon Jacob qu'elle avait connu en Roumanie, dans le XI^e arrondissement de Paris. Début 1939, elle donna naissance à une petite fille qu'elle prénomma Dolorès en hommage à Dolorès Ibarruri, la Passionaria.



Olga (Golda) Bancic

Olga militait dans les organisations de la Section juive de la MOI du PCF. Dès le début de l'Occupation, elle participa aux activités de l'Organisation spéciale (OS) du parti communiste, puis rejoignit les FTP-MOI, sous le matricule 10011. Elle devint « Pierrette ». Elle transporta des armes et des munitions accompagnant ses camarades dans diverses actions. Sous le nom de Martin, elle loua une chambre au 6^e étage du 3 rue Andrieux à Paris pour y entreposer des armes. En fait, elle demeurait dans le XIV^e, rue du Château.

Le 16 novembre 1943 vers 13h.30, elle fut arrêtée rue du docteur Paul-Brousse par six inspecteurs des Brigades spéciales lors d'un rendez-vous avec Marcel Rajman, un camarade des FTP-MOI qui sera fusillé le 21 février 1944. Elle portait sur elle une fausse pièce d'identité au nom de Marie Lebon, née Petresca demeurant 60 rue Saint-Sabin à Paris. Son nom, cependant, figurait dans un rapport des Renseignements généraux du 15 décembre 1941 relatif à l'évasion le 23 novembre

1941, de l'hôpital Tenon, de son compagnon Jacob Salomon. Interrogée dans les locaux des Brigades spéciales elle fut battue à coups de nerf de bœuf. La perquisition de son domicile rue du Château ne donna aucun résultat. Selon ses déclarations obtenues sous la contrainte, elle aurait accepté de garder chez elle quatre pistolets et quatre grenades. Elle affirma qu'à ce rendez-vous elle voyait « Michel » (Marcel Rajman) pour la première fois. Le 27 novembre elle fut incarcérée à la prison de Fresnes.

La concierge du 3 rue Andrieux s'inquiéta de l'absence de madame Martin qui ne réglait pas son loyer. Elle prévint la police. Le 23 mars 1944 des policiers du commissariat du quartier perquisitionnèrent la



chambre. Ils saisirent treize grenades, trois pistolets, un browning, trois revolvers à barillet, soixante bombes, trois cartouchières garnies, un sac d'accessoires pour engins incendiaires, plusieurs boîtes de cartouches, une boîte de plaques incendiaires, une boîte d'explosifs. La Brigade spéciale identifia Golda Bancic alias Martin.

Transférée en Allemagne, elle fut une nouvelle fois condamnée à mort à Stuttgart et décapitée dans la cour de la prison le jour de son trente-deuxième anniversaire. Son mari, Alexandre Jar, dit Dubois, né vers 1911 en Roumanie, participa lui aussi aux activités du 1^{er} détachement FTP-MOI. Il regagna la Roumanie après la guerre.

Le 4 juillet 2013, la mairie de Paris fit poser une plaque commémorative en hommage à Olga au 114 rue du Château à Paris. ■ BF

Source : *Le Dictionnaire des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages (1940-1944)* Éd. de l'Atelier, Paris, 2015, 1950 p.

À offrir : Marie-Florence Ehret, *Une jeune mère dans la Résistance, Olga Bancic* Éd. Oskar, 2015, 120 p., 6,99 €.



ACTUALITÉ

« GRAND DÉBAT » OU DÉFOULOIR ?

par JACQUES LEWKOWICZ

(Suite de la Une)

Le pouvoir devait donc inventer un outil pour se sortir de ce mauvais pas. Et c'est ainsi qu'est apparu le « grand débat ». Le prétexte officiel de son existence est la nécessité de s'informer des demandes de la population. Mais il n'est pas très difficile de connaître les doléances des citoyens protestataires. Au prix, quelquefois, de graves blessures scandalement infligées par les forces policières, ils les ont fait connaître très clairement.

Ils revendiquent une augmentation du pouvoir d'achat, ils veulent en finir avec l'injustice fiscale et la confiscation du pouvoir par une couche de privilégiés au détriment de toute démocratie.

Invoquer la nécessité de connaître les attentes de la population pour justifier la mise en œuvre de ce « grand débat » n'est donc qu'un prétexte hypocrite. Le but est ailleurs. Le pouvoir, conscient de l'impossibilité d'empêcher l'expression du mécontentement, cherche à la canaliser dans des directions et selon des contraintes qu'il a lui-même choisies, sans remettre en cause aucun des traits essentiels de sa politique. Peu soucieux de cohérence, il proclame qu'il n'y a pas de sujet tabou, tout en affirmant qu'il est hors de question de revenir sur des mesures aussi essentielles que la suppression de l'impôt sur la fortune relatif aux biens financiers, l'instauration du prélèvement fiscal unique sur les rentes financières qui les sous-impose par rapport aux autres catégories de revenus et le CICE qui



28 août, Jouy-en-Josas : Édouard Philippe et Geoffroy Roux de Bézieux (président du Medef)

dispense les entreprises de contribuer au budget national, désormais gravé dans le marbre. Dès lors à quoi bon s'exprimer dans le débat si ces points fondamentaux en sont exclus ?

On objectera que les trente-cinq questions auxquelles le président de la République nous invite à répondre concernent des sujets importants, même s'ils n'abordent pas la fiscalité et la répartition des revenus. Malheureusement, l'examen des interrogations présidentielles montre qu'il n'en est rien. Ainsi, n'est abordée nulle part la question de savoir comment garantir l'efficacité de l'économie française par le développement des services publics (grands équipements, éducation, santé...). Au contraire, on cherche à enserrer la réflexion du lecteur dans un

dilemme artificiel : la nécessité de supprimer des services publics comme condition de la diminution des impôts. Or, la vraie question est plutôt de savoir quelle catégorie sociale paye l'impôt et avec quel degré de contribution. D'où l'on voit que ce n'est pas parce que l'on dispose d'un marteau (un questionnaire préalable au débat) que tous les problèmes ont la forme d'un clou (les réponses téléguidées par ce questionnaire). Ainsi, bien des questions, pourtant fondamentales, sont totalement absentes du questionnaire présidentiel : comment est produite la richesse ? Qui décide de la manière de la produire ? Les critères de décision quant à la production de richesse visent-ils l'intérêt général ?

Ainsi, ce questionnaire autour duquel est sensé s'organiser le débat n'est-il qu'un procédé destiné à laisser penser que les citoyens pourraient participer aux décisions politiques sans vraiment leur en donner la possibilité. On ne calmera pas la colère des citoyens par de pareils artifices. ■ 18/01/2019



Gilets jaunes : une centaine d'arrestations lors d'une manifestation à Bruxelles

ALERTE !

entretien avec Hélène Amblard

L'ŒUVRE DE BORIS TASLITZKY DOIT ÊTRE CLASSÉE !

PNM : Vous êtes coordinatrice du Comité Boris. Où en est votre action pour la défense de l'œuvre que Boris Taslitzky a dédiée à Louise Michel et aux enfants de Nouméa ?

Hélène Amblard : Depuis 2015, nous restons nombreux à nous mobiliser pour sauver l'œuvre de Boris Taslitzky, qu'il avait tenu à titrer *Hommage à Louise Michel et aux enfants de Nouméa*. Si elle devait être transportée au square des Justes, malgré toutes les garanties obtenues devant la Justice par Évelyne, fille de Boris Taslitzky, elle perdrait tout son sens.

Il s'agit d'un hommage à l'action d'une institutrice communarde déportée en Nouvelle-Calédonie pour le partage de tous les savoirs, rendu par un résistant antifasciste, déporté à Buchenwald, où il fut responsable de l'action clandestine de résistance par l'art et la littérature. Cette œuvre, réalisée en 1968 en ciment gravé peint de couleurs vives, est fragile. Rien ne garantit sa pérennité en cas de transport. Cette œuvre s'adresse aux enfants de Nouméa et de partout.

La commune de Levallois était à l'époque une pionnière pour le respect de la petite enfance. Aujourd'hui, il manque dans cette ville près d'un millier de places de crèches. La crèche Louise Michel existe, elle peut être réhabilitée dans l'intérêt commun. C'est ce que demandent les habitants avec *Ensemble, vraiment à gauche pour Levallois-Perret*.

Depuis près de quatre ans, par nombre de courriers successifs, assortis d'une audience obtenue au ministère de la Culture, nous demandons le classement de cet ensemble au Patrimoine des monuments historiques. Une dernière lettre recommandée vient de partir. Nous attendons toujours que l'expertise de l'architecte des Bâtiments de France soit demandée par la DRAC d'Île-de-France. Les multiples recours, soutenus par le

Comité Boris auprès du tribunal administratif et du conseil d'État, avaient permis de suspendre l'exécution du permis de démolir. Récemment, leur rejet par la Cour de cassation rend possible cette démolition. Décision a été prise de relancer la Justice par *Ensemble, vraiment à gauche pour Levallois-Perret* et les riverains, avec le soutien du Comité Boris, notamment par la relance de la souscription. (voir encadré) ■

ARRÊTONS LE BRAS DES DÉMOLISSEURS !

Sainte Geneviève, la petite bergère qui paissait ses moutons au Mont-Valérien, est la sainte patronne de Paris, elle qui selon la légende détourna les hordes d'Attila de notre future capitale.

Louise Michel, l'héroïne de la Commune, la sainte institutrice qui voua sa vie à l'enfance et à la liberté – ce pourquoi elle fut déportée à Nouméa – est quant à elle la figure tutélaire de Levallois-Perret. Sa statue fut érigée face à la mairie à l'occasion du retour de ses cendres en 1905.

Il n'était que logique de confier à **Boris Taslitzky**, qui lutta et fut déporté pour les mêmes idéaux de liberté et de fraternité, le soin d'orner la crèche de Levallois-Perret par la série d'œuvres qu'au printemps 1968, il dédia à Louise Michel et aux enfants de Nouméa. Tout cela reste une question de Résistance.

Or en 2015, en proie aux démons de la spéculation, la municipalité de **Patrick Balkany** décida que la crèche et par conséquent l'œuvre, dont il ignorait d'ailleurs la

présence, devaient être démolies, ce dont la population ne fut informée qu'en découvrant, cloué à même l'œuvre (!) le permis de construire (un immeuble, de rapport bien entendu).

À notre tour donc de résister pour arrêter le bras des démolisseurs, et c'est à quoi avec l'association *Vraiment à gauche pour Levallois*, le **Comité Boris** s'est employé depuis (voir ci-dessus).

Vous l'y avez aidé en signant par milliers la pétition lancée par Évelyne Taslitzky, fille de l'artiste. Nous avons besoin de votre solidarité pour obtenir que l'œuvre reste indissociée de la crèche par son **classement aux Monuments historiques**.

Alors vite, continuons de souscrire, versons notre obole à la cagnotte participative* du Comité Boris pour l'aider à couvrir ses frais de justice. ■ **PNM**

* Saisir dans Google « **leetchi sauvons taslitzky** » puis sélectionner « **Sauvons l'œuvre de Boris Taslitzky...** » (le montant est libre, tous les paiements sont sécurisés).

LES ALLIANCES POPULISTES DE BENYAMIN NETANYAHOU (I)

par **DOMINIQUE VIDAL**
journaliste et historien

Le temps est loin où Israël se contentait de subir la politique de l'Union européenne et les relations de celle-ci avec le monde arabe. Même la phase du lobbying est dépassée. Aujourd'hui, la droite et l'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv s'immiscent directement dans les débats internes aux Vingt-Sept. C'est tout le sens de l'offensive de charme que Benjamin Netanyahu a lancée en direction des pouvoirs populistes en Europe et notamment à l'Est de celle-ci.

Qui se ressemble s'assemble

Netanyahu recrute ses meilleurs amis – c'est la troisième dimension de la radicalisation de sa coalition – parmi les pires populistes européens. Comme Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, liquidateur des libertés hongroises, islamophobe et antisémite. Le chef du Likoud n'a même pas manifesté le moindre état d'âme en apprenant que son hôte, quelques jours avant leur rencontre du 18 juillet 2017, avait qualifié d'« *homme d'État exceptionnel* » [1] un certain régent Horthy*. Régent du royaume depuis 1920, il finit dans la collaboration : il obéit à l'Allemagne nazie, promulgua des lois antisémites et livra finalement à Eichmann quelque 430 000 Juifs hongrois, gazés dès leur arrivée à Auschwitz.

Cette apologie d'un criminel contre l'Humanité n'a pas empêché le numéro un hongrois, en visite à Jérusalem en juillet 2018, de promettre « *une politique de tolérance zéro envers l'antisémitisme* » [2]. Maître en cynisme, Orban venait de remporter les élections législatives au terme d'une campagne centrée sur la dénonciation du milliardaire-philanthrope George Soros. Le « *complot* » prêté par le premier au second – organiser l'installation d'un million de réfugiés par an dans l'Union européenne – découlait, selon le Premier ministre, de la pensée « *cosmopolite* » d'un financier juif évidemment



Netanyahu rencontre Viktor Orban, premier ministre hongrois

« *inféodé aux puissances d'argent* ». Cet antisémitisme à peine camouflé ne constitue pas le seul point commun entre Budapest et Varsovie : les conservateurs se revendiquent dans l'une et l'autre capitales de ce qu'Étienne Balibar a baptisé l'« *illibéralisme* ». Nationalisme et protectionnisme y riment avec euroscepticisme et catholicisme conservateur. Et le parti *Droit et justice* (PiS), fondé par les frères Kaczynski, n'a eu de cesse de liquider les acquis démocratiques de la Pologne post-communiste : augmentation des pouvoirs de l'exécutif, mainmise sur les médias, encadrement de la justice, durcissement de la loi anti-avortement, refus du mariage homosexuel comme de l'euthanasie, promesse d'un référendum sur la peine de mort, etc. La romance entre Tel-Aviv et Varsovie a même survécu à la loi votée par la Diète pour criminaliser la critique de la collaboration avec le III^e Reich. Le projet prévoyait jusqu'à trois ans de prison contre les personnes coupables « *d'attribuer à la nation ou à l'État polonais, de façon publique et en dépit des faits,*

la responsabilité ou la coresponsabilité des crimes nazis commis par le III^e Reich allemand (...), de crimes de guerre ou d'autres crimes contre la paix et l'humanité » [3].

Une modification cosmétique de la loi suffira à Benjamin Netanyahu pour blanchir son homologue Mateusz Morawiecki dans une déclaration conjointe. Que Yehuda Bauer, le principal historien israélien de la Shoah, qualifiera de « *trahison stupide, ignorante et amoral de la vérité historique sur l'implication polonaise dans l'Holocauste* » [4]. Ce réquisitoire reprochait, pour résumer, au texte commun de présenter les Polonais en héros ou en victimes, minimisant leur participation massive aux crimes antisémites [5].

Irresponsable, la trahison du Premier ministre israélien n'a pas manqué de se retourner contre les juifs de Pologne : elle a alimenté la « *libération de la parole antisémite jamais vue depuis 1989* » [6] que la loi a provoquée. Cette appréciation, le correspondant du *Monde* à Varsovie la fonde sur une série de faits inquiétants : dérapages médiatiques, caricatures dans la presse, délires sur Internet, pressions ministérielles sur le Musée *Polin*, campagnes de haine contre le directeur du Musée d'Auschwitz-Birkenau et contre celui du *Centre de recherche contre les préjugés*. Le cas de la Lituanie est plus douloureux encore que celui de la Pologne : le pourcentage de juifs exterminés pendant la guerre y atteint, selon les sources, 95 %, voire 97 %. La plupart furent assassinés durant l'année 1941, souvent par des unités de collabos lituaniens – une partie avant l'arrivée des *Einsatzgruppen* nazis. Netanyahu ne peut l'ignorer : sa famille a quitté le pays peu avant le génocide. Et pourtant, lors de sa visite à Vilnius, fin août 2018, il a salué les « *efforts* » de son homolo-

gue, Saulius Skvernelis, en matière de commémoration de la Shoah. « *Il n'y a jamais eu de réaction israélienne à la distorsion de la Shoah, rétorque Ephraïm Zuroff, du Centre Simon Wiesenthal. Il n'y a rien eu. Nada. Gornisht* (rien en yiddish). *Les Lituaniens peuvent dire absolument tout ce qu'ils veulent, ils peuvent glorifier des gens qui ont assassiné des juifs.* » [7] À condition, faut-il préciser, qu'ils jouent, comme les Lettons et les Estoniens, les avocats de Tel-Aviv au sein de l'Union européenne.

Voilà bien le *deal*. Netanyahu l'avait d'ailleurs avoué avant de s'envoler pour Vilnius : « *Je souhaite parvenir à un équilibre dans les relations pas toujours amicales de l'Union européenne envers Israël.* » [8] Et de détailler son mode d'emploi : « *Je le fais par des contacts avec des blocs de pays de l'Union européenne, des pays d'Europe de l'Est et maintenant avec des pays baltes et d'autres pays bien sûr.* » Il s'agit de réduire l'isolement diplomatique de l'État d'Israël, que la radicalisation de son gouvernement risque de rendre un jour infréquentable, sauf pour Donald Trump. Au centre de cette stratégie figure le groupe de *Visegrad* que dirigent, désormais, des populistes de droite (Pologne, Hongrie, Tchéquie) ou de gauche (Slovaquie) et sur lesquels Israël compte pour infléchir la politique proche-orientale, déjà très timide, de Bruxelles. ■



* NDLR Miklós Horthy (1868-1957) chef de l'État hongrois, nationaliste autoritaire allié de Hitler.

[1] <https://visegradpost.com/fr/2017/06/27/orban-rehabilite-horthy/>

[2] www.lexpress.fr/actualites/1/monde/tolerance-zero-contre-l-antisemitisme-promet-orban-en-israel_2026555.html

[3] *Le Monde*, 1^{er} février 2018.

[4] *Haaretz*, 4 juillet 2018.

[5] Dès 1970, l'historien polonais Szymon Datner estimait que 200 000 juifs étaient morts aux mains de Polonais durant la Seconde Guerre mondiale.

[6] *Le Monde*, 20 avril 2018.

[7] Site du *Times of Israel*, 24 août 2018.

[8] *Le Figaro*, 23 août 2018.



16/02/2018, Tel-Aviv : des milliers d'Israéliens réclament la démission du Premier ministre Benjamin Netanyahu

QUAND MONTRÉAL SE MIT À PARLER yiddish...

Au terme de la dernière guerre mondiale, le monde yiddish a presque complètement disparu en Europe. En fait, c'est en Amérique qu'il va encore subsister, surtout à New-York, mais aussi à Montréal (sans compter les communautés *hasidim* de tout le continent). Bien sûr, la question est complexe car à New-York, par exemple, on voit apparaître des dictionnaires de *yigglish* (mélange de yiddish et d'anglais) dès les années 20 et 30.

Il faut se souvenir de la très étrange volonté des frères Singer, exilés tous les deux aux États-Unis, de poursuivre leurs œuvres respectives dans leur langue maternelle (ce qui a valu à l'un d'eux de recevoir le prix Nobel). Mais aujourd'hui, cette langue étrange, composée à 75% de vieil allemand, meurt faute de racines (il y aurait environ deux cents locuteurs à la pratiquer à Paris). Cet ouvrage est tout fait intéressant pour nous car il nous fait découvrir que Montréal a été l'un des grands centres de la culture yiddish au début du XXe siècle avec l'émigration massive des juifs de la Russie et de pays de l'Europe orientale.



Les presses du journal yiddish *Der Keneder Odler* vers 1920.

L'auteur nous rappelle des faits tout à fait fondamentaux avec cette vague massive d'émigration : on a employé le yiddish pour toucher les masses juives et non les langues nationales pour des raisons politiques, même si d'aucuns voulaient développer l'usage de l'hébreu. Une littérature se développe dans cette langue et Cholem Aleikhem en est le plus célèbre représentant. Il existe aussi un théâtre en yiddish très vivant (Franz Kafka en a beaucoup parlé et s'est passionné pour la découverte de cette troupe venue de Varsovie) et une presse digne de ce nom. Après la Première Guerre mondiale, il s'est créé une *Ligue culturelle* et le yiddish est plus vivant que jamais. En Union soviétique, Staline crée la région autonome du Birobidjan pour ses populations yiddishophones. Mais une répression terrible s'abat sur elles dans les années 1940 et, en 1952, a lieu ce qu'on appelle « *la nuit des poètes assassinés* ».

Aussi curieux ce que cela puisse sembler, c'est la Révolution de 1905 qui a provoqué l'exode massif des juifs ashkénazes au Canada. Bien sûr des familles juives sont arrivées dans ce pays dès le XVIIe siècle et

l'auteur explique qu'on a imaginé des organisations de solidarité, qui n'ont pas pu résister à la vague numérique venant de Russie. Cette population passe de sept mille à quarante mille ! Il ne s'est pas produit d'échanges avec la communauté francophone. Les juifs obtiennent des droits en 1903, mais demeurent confinés dans leur communauté. L'intégration commence peu à peu après la guerre. Aujourd'hui, c'est l'une des communautés juives les plus importantes d'Amérique du Nord.

Avec talent et une parfaite maîtrise du sujet, Chantal Ringuet raconte ce qu'a été le premier quartier juif de Montréal, la vie qu'on y a menée. Elle expose avec beaucoup de clarté et de vivacité de quelle façon ce microcosme a instauré son territoire, mais aussi ses lieux de réunion et de divertissement. Par ses soins, avec beaucoup de détails, nous découvrons la Montréal juive jusque-là bien peu connue à l'étranger. Son récit est d'autant plus intéressant qu'il est complété par une très riche iconographie.

Un ouvrage à découvrir pour tous ceux qui s'intéressent au Canada français ou au monde juif. Encore mieux, aux deux à la fois ! ■

Chantal Ringuet, *Montréal yiddish*, préf. Sherry Simon, éd. Fides, Anjou (Québec) Canada, 2012, 300 p., 30 €



MIGRANTS

« DES ROUTES » de CAROLE ZALBERG ET ANNE GORUBEN [1] « OÙ VIVRE » de CAROLE ZALBERG [2]

lu par **BÉATRICE COURRAUD**

postaient à leurs familles et dont je leur rapportais des copies laser dédicacées. »

Nous entrons dans son œuvre à pas mesurés comme si nous n'osions aborder de front ces êtres saisis dans un grand dénuement, dans leur fragilité et leur vulnérabilité. C'est que l'artiste atteint au plus près ce qui fait la douleur d'un être humain déraciné, exclu de la société. Dans « *Des routes* », petit livre si chargé d'histoire – et véritable objet d'art, le support de l'aquarelle donne une densité particulière aux figures de très belles jeunes femmes et jeunes filles de la « Jungle » de Calais. Des femmes qui, malgré les épreuves endurées, gardent leur dignité et leur joie de vivre. Nous rencontrons Fantu l'Érythréenne, Sarah l'Afghane, et puis Saba, Salam, Maria, Assia...

Les éditions du Chemin de fer ont réuni l'artiste, Anne Gorouben, et l'écrivain, Carole Zalberg avec bonheur, dans une union harmonieuse entre peinture et écriture. Carole Zalberg a écrit une histoire qui se marie bien avec les peintures des réfugiées d'Anne Gorouben. Les portraits et le récit se répondent, forment un ensemble d'un bel équilibre. Cette histoire a pour nom Azria, jeune fille venue d'un pays en guerre, de persécutions ou de famine, échouée sur une plage de France après un terrible périple et que la narratrice va secourir. C'est l'été. Les vacanciers sur les transats et puis la jeune réfugiée, parmi tant d'autres, qui cherche un pays où vivre. La narratrice raconte à sa petite fille : « (...) On vient toujours d'ailleurs, il y a plus ou moins longtemps. On a été plus ou moins ballottés, plus ou moins accueillis ou chassés. En soi demeure la possibilité du départ. On garde parfois toute une vie le nécessaire à portée de fuite. Et puis un enfant naît, qui se sentira chez lui. »

« *Où vivre* » est justement le titre du dernier ouvrage de Carole Zalberg. Les écrits de la romancière témoignent de la difficulté de se re/trouver quelque part dans un monde déchiré par le douloureux passé et un pré-

sent d'incertitudes où le rêve bute soudain sur une dure réalité.

Dans ce roman, les personnages cherchent un ancrage, un point d'appui au milieu de nombreux questionnements autour de ce qui constitue l'expérience emblématique des *kibboutzim* et celle du sionisme, leur profond attachement à l'État d'Israël et leurs inquiétudes et angoisses à l'égard de la colonisation et de la violence qui en découle de part et d'autre. Les personnages sont là dans un pays sans jamais vraiment y être, sans se sentir véritablement chez eux.

Que veut dire « *être chez soi* ? » C'est la question autour de laquelle tourne Carole Zalberg, issue d'une famille d'origine juive polonaise. Israël, la France, les États-Unis. Jamais tout à fait ici, jamais tout à fait ailleurs. C'est dans cette perpétuelle oscillation que résident le charme, la séduction des personnages, des gens d'une même famille, sur plusieurs générations, qui se croisent, s'affrontent, s'éloignent les uns des autres, se retrouvent, et auxquels nous nous attachons, dans leur enthousiasme et leurs doutes, leur engagement et leur renoncement, leurs illusions et leurs déchirements. Mais c'est la nostalgie qui les réunira à travers les décennies. Cette part d'eux-mêmes qui ne veut pas mourir. ■

[1] Carole Zalberg, Anne Gorouben, *Des routes*, Éd. du Chemin de fer, 2018, 72 p., 14 € (cet éditeur publie depuis 2005 des textes courts illustrés par des artistes contemporains).

[2] Carole Zalberg, *Où vivre*, Éd. Grasset, 2018, 144 p., 16 €.

[3] cf. article du même auteur « *100, boulevard du Montparnasse* » in *PNM* n° 310 (11/2013) p. 5

NDLR Anne Gorouben est signataire de l'Appel de Calais lancé par 800 cinéastes, écrivains, philosophes, chercheurs, intellectuels, exigeant du gouvernement « *un large plan d'urgence pour sortir la jungle de Calais de l'indignité dans laquelle elle se trouve* ».

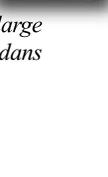
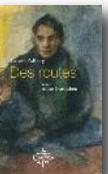
Anne Gorouben



Anne Gorouben est un peintre qui visite et arpente. Elle arpente les lieux, elle visite les gens d'un regard à la fois tendre et acéré. Pas n'importe quels lieux, pas n'importe quels gens. *D'Odessa à Odessa*, de sa propre enfance avec *100, boulevard du Montparnasse* [3] à *Mon Kafka*, d'Emmaüs Sainte-Anne, au SAMU social de Paris, à la « Jungle » de Calais... autant de trajectoires pour dessiner ce qui lui tient le plus à cœur : les êtres dans leur humanité souffrante, ou simplement en attente, en contemplation. En solitude.

Elle se saisit des visages, des postures, des gestes, des regards, regards qui remontent loin dans le temps, évoquent, rappellent l'infinité mélancolie de ses origines juives ashkénazes, mais aussi de tous les bannis, les exclus, les exilés, les martyrisés de la terre. Elle raconte :

« *A partir de 2015, je suis allée régulièrement dessiner dans la « Jungle » de Calais avec les réfugiés, les rencontrer. Dans « Les fatigues de la guerre », un très beau livre sur un cycle de gravures de Watteau, l'historienne Arlette Farge analyse comment le peintre présente les effets de la Guerre de Sept ans : la destruction des lieux, des familles, l'errance, la fatigue des corps et des âmes. Mon travail de Calais s'inscrit dans ce mouvement, je pense. Je suis allée partager l'attente, le froid, l'abattement et la joie. Entre 2015 et 2016, j'ai réalisé un ensemble de 150 dessins, beaucoup de portraits, que les réfugiés photographiaient et*



Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER

LA MULE DE CLINT EASTWOOD AVEC CLINT EASTWOOD, BRADLEY COOPER

L'aventure d'Earl Stone, interprété par Clint Eastwood, s'inspire d'un fait divers : Leo Sharp à la suite de problèmes financiers, devint passeur de drogues à l'âge de 87 ans et fut condamné à trois ans de prison après avoir passé 104 kg de cocaïne ! À 88 ans, le réalisateur-acteur, maître dans l'art de raconter des histoires, s'offre un personnage émouvant et succulent, incarné avec une élégance amusée. Earl Stone est ici un vieil horticulteur en faillite, spécialisé dans la culture du lys. Sa maison hypothéquée devant être saisie, il trouve un job : transporter d'El Paso à Chicago, dans son ranger, des sacs dont, au départ, il ignore le contenu. Ce dernier film de Clint Eastwood est moins un *thriller* sur le trafic de drogue qu'un autoportrait ironique et désabusé d'Eastwood lui-même.

Le film nous parle de l'Amérique d'aujourd'hui et d'un papy préoccupé de se rapprocher de sa petite-fille. L'acteur réalisateur a toujours privilégié sa carrière au détriment de sa propre famille et nul doute qu'ici il joue ce personnage « miroir » s'inter-



La Mule de Clint Eastwood

rogeant sur ce que fut sa propre attitude dans la vie. À Hollywood, Eastwood, l'un des rares à avoir voté « sans aucun enthousiasme, ni aucune confiance » pour Trump joue ici de sa propre image, politiquement incorrecte, avec ce très beau personnage. Earl est un individualiste qui n'aime pas l'État, irascible, bougon, mais drôle. Earl ne s'en laisse pas compter : le privilège de l'âge en impose aux truands comme à la police.

Ce *road movie* – car c'est l'un des aspects de ce film – révèle la réalité d'une Amérique profonde à travers ses nombreux personnages. Eastwood montre

une fois encore cette Amérique blanche des gagne-petit précaires ou pauvres que la désindustrialisation a laissés pour compte et qui rejetaient Charlie Parker ou fustigeaient Mandela parce que « nègres ». Ne nous y trompons pas : Eastwood déteste le racisme et la bêtise – tares et clichés – qu'il dénonce au travers des personnages qu'il joue, tout cela avec un humour et une tendresse qui nous touche.

Le spectateur ne peut s'empêcher de penser qu'à 88 ans, Eastwood livre là ce qui sera peut-être son dernier film et qu'il a pris un immense plaisir à tourner. Le cinéaste est à l'évidence conscient d'arriver au bout du chemin et nous livre une image de la vieillesse sans complexe : dos voûté, mains tremblantes, rides sillonnant le visage : mais rien de sordide ici, plutôt une assurance tranquille et une beauté émouvante que le cinéma a rarement montrée, tant l'idée de faire d'un vieux ou d'une vieille le personnage central en est d'ordinaire exclue.

Ce regard ironique, amusé et profond, qu'Eastwood jette sur le monde et les relations familiales signe une forme de réconciliation. *La mule* donne l'étrange impression de voir un film qui nous ravit par le plaisir qu'il nous procure, mais qui laisse aussi en nous un vrai sentiment de nostalgie. Car oui, Eastwood a 88 ans : que restera-t-il, après lui, de ce cinéma américain dont le meilleur sut raconter des histoires ou des aventures picaresques et qui, au-delà des mythes et des héros, sut créer d'innombrables figures pittoresques et inoubliables ? En voyant *La mule* on ne peut s'empêcher d'y penser et se dire que ce cinéma, une fois disparu, nous manquera. ■

Théâtre LA CHRONIQUE DE SIMONE ENDEWELT

CHARLOTTE SALOMON UNE PETITE PERLE DANS UN DESTIN TRAGIQUE

Bouleversante, lumineuse, la courte vie de Charlotte Salomon née le 16 avril 1917 à Berlin s'arrête à Auschwitz où elle est déportée fin 1943, enceinte de quatre mois. Douleur fut sa vie familiale où les lourds secrets qui passent par les femmes brisent les destinées, où la mort rode dans la lignée maternelle, génération après génération.

Charlotte est la fille unique d'Albert Salomon, médecin et professeur à l'Université Humboldt de Berlin (1883-1976) et de Franze (Franziska) Grunwald. Sa mère (on lui dit qu'elle est morte de la grippe), sa grand-mère, sa tante, son arrière-grand-mère et son grand-oncle se sont suicidés. Mais Charlotte a la peinture chevillée au corps, la peinture pour la vie qui défie et conjure la mort. C'est pour la protéger que son père et l'artiste lyrique Paula Lindberg qu'il a épousée en secondes noces, l'envoient rejoindre ses grands-parents maternels réfugiés à Villefranche-sur-Mer.

Dénoncée par des voisins, Charlotte achèvera sa vie à l'âge de 26 ans dans l'un des plus terribles camps de concentration-extermiation.

Muriel Coulin est réalisatrice et scénariste. C'est la première fois, quand bien même elle y a fait quelques incursions, qu'elle se lance dans l'adaptation théâtrale, portant à la scène : *Vie ? ou Théâtre ?* [1] – l'unique œuvre autobiographique de Charlotte Salomon qui se sentant menacée la réalisa dans l'urgence – et *Charlotte* [2], le roman à succès

de David Foenkinos. Mais, dans sa composition scénique, son découpage, son synopsis, dans son rythme, le regard de la cinéaste est patent. Les créations plastiques de Charlotte (elle a peint plus de mille tableaux) y sont omniprésentes, projetées sur un écran mural en fond de scène. La musique, mise en jeu par Mélodie Richard, qui incarne Charlotte

avec beaucoup de vérité, d'émotion distanciée, de vulnérabilité, a une place prépondérante, celle-là même qu'elle occupe dans les croquis de cette jeune femme douée dont le graphisme est novateur.

Muriel Coulin s'intéresse avant tout à la personnalité de Charlotte, sa force et sa fragilité à la fois, ses relations avec les membres de sa famille, ses premières amours, cette façon de se retirer du monde pour mieux l'observer, sa rédemption par l'Art. Elle scrute la manière dont Charlotte se prend et se déprend, l'emprise que les êtres exercent sur elle, en particulier son amant Amadeus Daberlohn (de son vrai nom Alfred Wolfsohn), professeur de chant de sa belle-mère et de Roy Hart. Sans oublier le mariage de raison avec Alexander Nagler, réfugié juif de nationalité autrichienne qui sera également déporté et ne reviendra pas. Nathalie Richard est parfaite dans le rôle de l'épouse et de la belle-mère (alias Paulinka Bimbam) qui offre un point de respiration pour Charlotte. ■

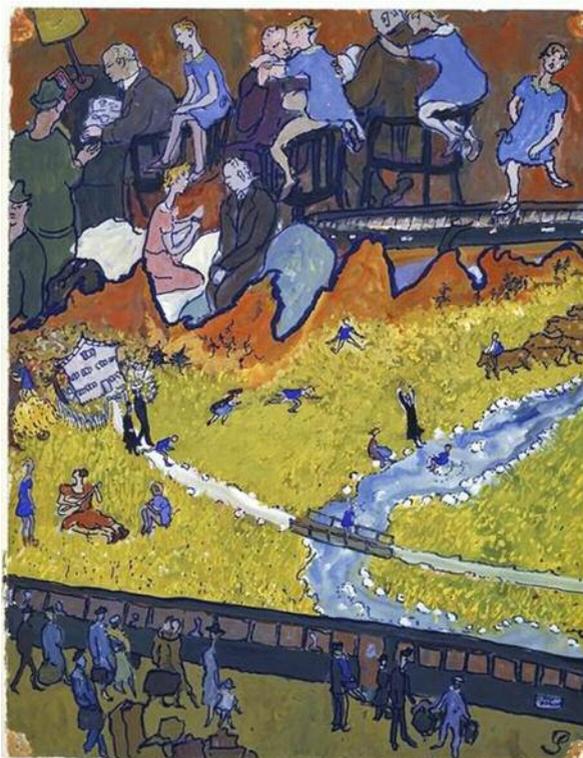
Charlotte, Théâtre du Rond-Point, rés. 01 44 95 98 21 jusqu'au 3 février – CDN/Lorient (56) 25-26 avril.

[1] **Charlotte Salomon, Vie ? ou Théâtre ?**, œuvre picturale autobiographique, Éd. Le Tripode, 2015, 840 p., 95 €

[2] **David Foenkinos, Charlotte**, Éd. Gallimard Nrf, 2014, prix Renaudot, prix Goncourt des lycéens, 224 p., 18,50 € (éd. Folio, 2016, 256 p., 7,40 €)



© Giovanni Cittadini Cesi



Charlotte Salomon confie ses œuvres à son médecin avant d'être arrêtée : prenez-en soin, c'est toute ma vie !

Expositions

Trois expositions mémorielles à Berlin

par François Mathieu

Aux XIXe et XXe siècles, l'apport des artistes allemands aux « arts visuels » a été primordial. Au lendemain du symbolisme (Frank von Stuck) et de l'impressionnisme (Max Liebermann, Lovis Corinth), ils ont successivement inventé l'expressionnisme (Paula Modersohn-Becker) générateur du fauvisme, du cubisme ou du futurisme ; du *Bauhaus* (Vassily Kandinsky, Paul Klee, László Moholy-Nagy, Marcel Breuer) à l'origine de l'art abstrait géométrique ; de la *Nouvelle Objectivité* (Max Beckmann, George Grosz, Otto Dix) ; du mouvement Dada ; sans oublier « *Le Pont* » et « *Le Cavalier Bleu* ».

Cet élan est brusquement brisé par l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Le dictateur, peintre raté de paysages d'après cartes postales qui avait échoué à l'examen d'entrée à l'Académie des Beaux-arts de Vienne, juge l'art de ces mouvements « dégénéré », dangereux, nuisible à la société purifiée qu'il entend mettre en place et prône un art racial « héroïque ». L'expression publique de cette vision est l'interdiction de peindre et d'exposer imposée aux artistes qui dès lors, n'ont plus d'autre choix que l'exil intérieur ou la fuite à l'étranger. Clou de cette politique : l'exposition en 1937 à Munich de l'« Art dégénéré » qui regroupe, choisies parmi 20 000 œuvres saisies dans les musées allemands, dites représentatives de « l'art bolchevique ou juif », 730 œuvres d'une centaine d'artistes allemands ou étrangers à côté d'œuvres de malades mentaux auxquelles elles sont comparées. À la suite de cette



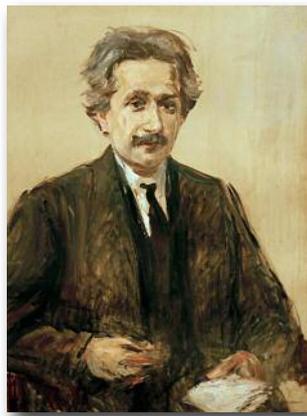
Franz Marc : Cheval assis

exposition fréquentée par deux millions de visiteurs, nombre d'œuvres furent détruites, vendues aux enchères en Suisse ou récupérées par des collectionneurs comme Goebbels ou des marchands d'art tel Hildebrand Gurlitt.

En ce début d'hiver, Berlin, la ville aux 170 musées, proposait plusieurs expositions mémorielles en rapport avec cette période du passé allemand sur laquelle, quand le néonazisme avance çà et là à visage découvert, il convient sans relâche de travailler.

« *L'inventaire Gurlitt, un marchand d'art sous le national-socialisme* » au Gropius-Bau.

Après deux modestes expositions préliminaires à Bonn et à Berne, cette exposition proposait un large aperçu de la collection d'œuvres « dégénérées » accumulée par Hildebrand Gurlitt (1895-1956) [1], conservée secrètement dans de mauvaises conditions par son fils, Cornelius (1932-2014), à Munich et à Salzburg. Profitant des lois raciales de Nuremberg qui légalisent le pillage des biens des familles juives, et promu même à partir de 1943 premier acheteur d'œuvres d'art dans les régions occupées pour Hitler qui veut un



Albert Einstein par Max Liebermann

musée d'art contemporain à Linz en Autriche, Hildebrand Gurlitt s'était constitué une collection unique. Après 1945, le marchand d'art, « dénazifié » à la hâte par l'occupant américain et devenu directeur de la Société artistique de Hambourg,

allait même passer pour un sauveur des arts proscrits par les nazis. À l'automne 2013, les œuvres découvertes chez son fils révèlent les ambiguïtés d'un collectionneur et marchand, lequel

s'était engagé pour l'avant-garde artistique, avait protégé des œuvres « dégénérées », empêchant qu'elles soient détruites ou bradées et, dans le même temps, participé, en soutien du régime nazi, à la spoliation des collectionneurs juifs allemands.

Le visiteur aura pu au long des sept salles thématiques découvrir des œuvres qui n'avaient jamais été accrochées ailleurs que dans des appartements. Mais aussi dû réfléchir à l'énigme à laquelle les experts sont confrontés : dans le cadre d'une restitution nécessaire, comment retrouver les familles spoliées, les titres de propriété ayant disparu. Cependant cinq œuvres de la collection ont déjà pu être restituées. Pas plus tard que le 1er janvier 2019, une œuvre du peintre français Thomas Couture, « *Portrait de jeune femme assise* », a pu être remise aux descendants de Georges Mandel, l'homme politique, journaliste et résistant français, tué par la milice en forêt de Fontainebleau en 1944. Cela grâce à un infime détail : une minuscule réparation de la toile à la poitrine du modèle, attestée par une note manuscrite d'une amie de Georges Mandel qui, après la guerre, avait signalé le vol du tableau. Là aussi, heureusement, le bon Dieu peut être dans un détail !

« *Écrasez l'infâme [2] ! Des artistes et le camp de concentration* » au Mémorial de Sachsenhausen.

Cette exposition présentait plus de 140 œuvres de huit artistes déportés dans les camps d'Oranienburg et de Sachsenhausen, notamment Peter Edel, Hans Grundig et Rudolf von Ripper. Peter Edel, d'origine juive, a survécu à Auschwitz, Sachsenhausen (janvier 1944, février 1945) et Mauthausen. Hans Grundig, peintre de la Nouvelle Objectivité, auteur des *Mille Années du Reich* (1936) interné à Sachsenhausen de 1940 à 1944 avant d'être enrôlé dans un bataillon disciplinaire de la Wehrmacht dont il déserta pour entrer au service de l'Armée rouge. L'exposition doit son titre à un cycle de dessins de l'artiste autrichien surréaliste Rudolph

Carl von Rippert qui décrit l'horreur de la Columbia-Haus – d'abord prison berlinoise de la Gestapo, puis camp de concentration de décembre 1934 à 1936 – et du camp de Sachsenhausen. Libéré à la suite de l'intervention de l'ambassade d'Autriche, ce dernier s'engage en France dans la Légion étrangère, puis combat auprès des



Lea Grundig, 1940 : Tailleur polonais sur le « Pacifique »

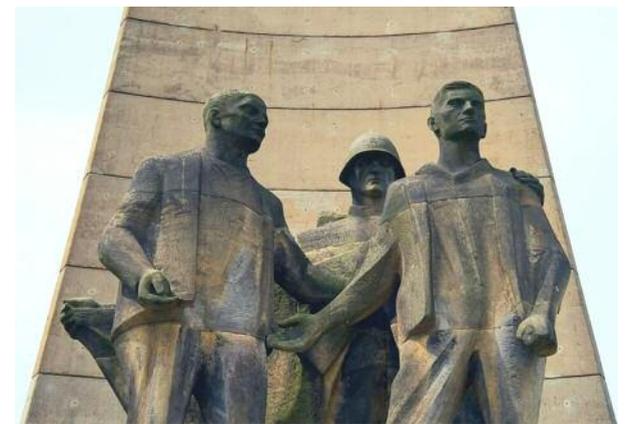


Columbia-Haus, monument aux déportés

Républicains espagnols avant d'émigrer aux États-Unis. En exil à Londres, Rippert expose cette série de dessins. Ceux-ci perdus, il les recrée sous forme de gravures qui paraissent en 1938 à Paris sous le titre « *Écraser l'infâme !* »

« *Londres 1938 avec Kandinsky, Liebermann et Nolde contre Hitler* » à la Villa Liebermann am Wannsee.

Au printemps 1938, Hitler dut piquer l'une de ses célèbres colères quand il apprit qu'allait se tenir à Londres, sous le titre « *l'Art allemand du XXe siècle* », une exposition en résistance à celle de l'« art dégénéré » de Munich. Lors du vernissage, le 7 juillet 1938, les visiteurs purent découvrir près de 300 œuvres des meilleurs peintres de l'époque, une véritable défense et illustration de l'art allemand.



Mémorial de Sachsenhausen

Quatre-vingts ans plus tard, l'exposition de dizaines d'originaux dans la « maison de campagne » du peintre juif berlinois, Max Liebermann (1847-1935), démissionnaire de la présidence de l'Académie des Arts en 1933, et dont l'épouse, Martha Liebermann, s'empoisonna en mars 1943 pour éviter d'être déportée à Theresienstadt, constitue une revanche. Et un bon éclairage sur le milieu de l'art, artistes et collectionneurs, en évoquant, sur la base de recherches très précises, la biographie souvent tragique des prêteurs. L'exposition avait reçu 12 000 visiteurs avant de partir en tournée en Écosse, puis aux États-Unis sous le titre d'« *Art allemand interdit* », un titre plus politique que celui retenu pour l'exposition londonienne.

Dans le même temps avaient notamment lieu deux expositions individuelles consacrées à George Grosz et à Robert Liebknecht, fils de Karl Liebknecht. Nous y reviendrons dans le prochain numéro de la « *Presse Nouvelle Magazine* ». ■

NDLR Notre ami et collaborateur régulier, François Mathieu, publie chez Bruno Doucey, sous le titre *C'en est trop*, un choix de poèmes d'Herman Hesse datés de 1892 à 1962, dont il a assuré la traduction et rédigé la postface. L'édition est bilingue. [192 p., 17 €]

[1] Voir notre article, « *Art spolié. Une enquête* » dans les n°s 316 et 317 de la PNM.

[2] « *Écrasons l'infâme* » (en français dans le titre de l'exposition). Formule par laquelle Voltaire signait certaines de ses lettres : « l'infâme », c'est pour lui tout ce qui incarne la superstition religieuse, le fanatisme.

